



SECTION  
DU  
DOUBS



L'INFO 25

Bulletin d'information de la section locale F.O.-DGFIP

Octobre 2015

n°2/2015

## ***Avenir de la Fonction Publique – PPCR Un protocole inacceptable !!!***

Après avoir consulté leurs instances respectives, les fédérations syndicales de fonctionnaires Force Ouvrière, composant l'UIAFP-FO, ont décidé de ne pas signer le protocole d'accord « Avenir de la Fonction publique – Parcours professionnels, carrières et rémunérations » proposé par la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, au nom du gouvernement.

Les constats sont sans appel :

- 1- La perte du pouvoir d'achat depuis le gel du point d'indice en 2010 (-8%) n'est pas compensée par les propositions gouvernementales (malgré la propagande ministérielle).
- 2- L'allongement des durées de carrière autofinance une revalorisation en trompe l'œil.
- 3- Un manque d'ambition pour améliorer la situation de tous les agents en place et pour garantir l'attractivité de la Fonction publique.
- 4- L'intégration d'une part des primes dans le traitement est insignifiante, et de fait très insuffisante.
- 5- La longueur du calendrier de mise en œuvre des mesures salariales est inadmissible car le gouvernement ne peut rien garantir après 2017.

Les syndicats et fédérations Force Ouvrière de la Fonction publique considèrent que ce protocole d'accord est insuffisant et n'offre pas la revalorisation attendue par les agents publics.

FO refuse, d'ores et déjà, la culpabilisation ou l'ostracisation des organisations syndicales indépendantes.

L'UIAFP-FO, non signataire des accords de Bercy ne s'estime pas liée par le principe de l'accord majoritaire que le gouvernement utilise quand cela l'arrange.

FO interpelle la Ministre de la Fonction publique, et plus largement le gouvernement, pour améliorer fortement ses propositions, notamment en revalorisant, immédiatement, la valeur du point d'indice.

Paris, le 21 septembre 2015

**Section FO-DGFIP 25**

**Drfip – Permanence FO-DGFIP – 63 quai Veil Picard 25030 Besançon Cedex**

**Tel : 03 81 25 21 61**

**Tel : 06 49 46 32 12**

# NOUVELLES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS A BERCY

## La France de demain sera-t-elle la Grèce d'aujourd'hui ?

En France, pas un jour ne se passe sans que nos ministres ne vantent, à juste titre, le savoir-faire, la technicité, et la qualification des personnels en charge des missions fiscales et économiques.

Paradoxalement, dans une période de crise, telle que nous la connaissons depuis 2008, où on ne cesse d'attirer l'attention sur l'accroissement de la dette publique, il est curieux, pour ne pas dire plus, de constater avec quel acharnement les gouvernements successifs s'appliquent à détruire l'emploi et diminuer les moyens de fonctionnement des services en charge de recouvrer les créances fiscales et de contrôler la régularité des déclarations.

Dernier exemple, **les ministères économiques et financiers** devraient être les principaux contributeurs aux **suppressions d'emplois** dans le projet de Loi de Finances 2016, avec **2 548 supplémentaires**.

**Elles viennent se rajouter aux 35 000 recensées depuis dix ans ! Inacceptable !**

Voilà des années que FO Finances alerte sur les conséquences de cette course, sans limite et non justifiée, aux suppressions d'emplois.

Face à cette situation, les ministres de Bercy se refusent à dévoiler des plans cachés de fermetures massives de postes et services des Finances publiques et des Douanes !

Pour preuve, ils refusent obstinément de dévoiler aux représentants du personnel, une cartographie nationale de leurs projets destructeurs.

Il est vrai que de tels projets, créant de nouveaux déserts de services publics, pourraient être très mal perçus, à quelques mois d'un scrutin politique, par les citoyens mais aussi par les élus.

Comme si tout cela ne suffisait pas, l'annonce de la mise en œuvre de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu, est venue jeter le désarroi parmi les personnels des Finances publiques.

Pourquoi modifier un système qui a démontré toute sa pertinence avec 98 % de taux de recouvrement, si ce n'est pour justifier la réduction des effectifs ?

La France de demain sera-t-elle la Grèce d'aujourd'hui ?

Messieurs les Ministres, voulez-vous que nos administrations fiscales, douanières et de protection du consommateur soient demain celles de la Grèce d'aujourd'hui ?

Vous seriez bien inspirés de regarder de plus près comment vos collègues canadiens ont mis en œuvre leur réforme de l'État au début des années 2000. Dans ce pays, le seul ministère qui n'a pas subi de suppressions d'emplois, c'est celui de l'Économie et des Finances.

Vos homologues d'Outre-Atlantique ont bien compris que la base d'un redressement économique passe prioritairement par des rentrées fiscales assurées et des contrôles renforcés.

**Pour un service public fiscal, économique et douanier fort, permettant d'assumer ses missions de recouvrement et de contrôle, l'urgence est à l'arrêt des suppressions d'emplois et au recrutement ! !**

## AIE CONFIANCE...PSSSSIIITTTT AIE CONFIIIAAANNCCCEEE.....

L'annonce du prélèvement à la source est maintenant officielle et sa mise en place a un calendrier. La DG s'y prépare tous les jours un peu plus...

Nos gouvernants, après plusieurs tergiversations, ont expliqué que c'était le nec plus ultra, passant sous silence, tous les éléments positifs du système actuel.



Bruno Parent DGFIP y va aussi de son couplet hypnotique par des déclarations sur Ulysse en assurant, en substance, que cela ne se traduira pas par des suppressions d'emplois. Au contraire même, nous a-t-on expliqué ...  
...ben tiens... !!!

**Prélèvement à la source :**  
il n'y aura pas de suppression d'emplois....ayeeeee confianccce....  
vous avez confianccce,  
n'est cccce pas ????.

## Si tu vas à Berlin...

A lui la finale de Ligue des champions Barça-Juve avec ses fils, en jet d'Etat...

A nous les suppressions d'emplois et les coupes budgétaires...

Heureusement, l'Euro de basket se passe en France ! !

Pour la Coupe du monde de Rugby en Angleterre, on verra...en même temps il n'y a pas d'équipe catalane...

